

L'ANALYSE DU POLITIQUE

“Les États tâtonnent entre autoritarisme et libéralisme”

Entretien Aurore Vaucelle

Frédéric Keck est anthropologue. Il suit le trajet des chasseurs de virus. D'après lui, en observant une maladie depuis les animaux jusqu'aux humains, il est possible de mieux appréhender l'épidémie elle-même.

En tant qu'anthropologue, il met en évidence, dans la gestion des crises sanitaires, deux modèles d'organisation humaine. D'un côté, les sociétés de chasseurs – qui doivent prendre le point de vue de l'animal qu'elles chassent pour vivre et survivre –, et, de l'autre, les sociétés pastorales – dans lesquelles le pasteur a un point de vue supérieur sur le troupeau, et dont il doit garantir la santé. “*Nous sommes des civilisations pastorales qui mettons, au centre de nos questionnements, la santé du ‘troupeau’.*”

Et on ne va pas revenir aux sociétés de chasseurs...

Certes, mais il nous faut arrêter de considérer que les humains sont supérieurs aux animaux. On le voit: les rapports entre hommes et animaux sont réversibles. Les animaux et les humains sont en continuité, c'est la grande leçon des virus, qui nous mettent à égalité.

Sauf que les humains gèrent avec plus de difficulté...

Les humains anticipent leur mort. Nous construisons des techniques pour éviter la mort, mais parfois, ces techniques font plus de dégâts que la mort elle-même. Le confinement aura sans doute – et Donald Trump n'a pas tort, même si c'est politiquement inaudible – un coût économique supérieur au coût sanitaire.

On parle d'une crise inédite mais l'humanité a déjà été confrontée à un phénomène aussi énorme et globalisé?

Bien sûr. Une maladie respiratoire qui cause des décès chez les populations plus âgées, il y en a plein dans l'histoire de l'évolution, mais c'est la première qu'on a suivie depuis son émergence chez les animaux. Et, le confinement à l'échelle d'un tiers de la planète, c'est tout à fait inédit dans l'histoire de l'humanité.

Le confinement n'est-il pas une stratégie redoutable pour nos habitudes sociales et notre système économique?

La difficulté, c'est le coût de l'anticipation. À partir du moment où l'on peut observer l'effet de l'épidémie et son évolution, on peut prévoir que les hôpitaux seront saturés si on ne fait rien pour contenir l'épidémie. Si on suit la logique d'une société pastorale, on essaie de soigner toutes les victimes de cette épidémie. Et, donc, il faut adopter le confinement, qui permet de différer la propagation de cette épidémie dans les populations les plus mobiles – enfants et jeunes adultes.

Ne doit-on pas interroger le sens politique de ce confinement?

Le raisonnement de Boris Johnson (même si depuis il a changé de stratégie, Ndlr) ou de Trump, le raisonnement libéral donc, consistant à dire qu'on va laisser l'épidémie suivre son cours et qu'on aura 500 000

morts parmi les personnes les plus âgées, est cohérent dans le cadre d'une société qui accepte le sacrifice d'une partie de la population. Il est en revanche inacceptable pour une société qui a mis la vie humaine au-dessus de toute autre valeur. C'est ce que Michel Foucault appelle le biopouvoir, qui met la liberté individuelle, au centre du dispositif de construction d'une société.

Comment fonctionne ce biopouvoir?

Sur la base d'une tension entre deux possibilités. D'un côté, une “bio-politique des populations” (à la Boris Johnson) où une partie de la population va mourir, mais qui met, au centre du système, la liberté individuelle. Et, de l'autre, un système où le pouvoir souverain prend des décisions (Emmanuel Macron, Sophie Wilmès). Le confinement, c'est typiquement une mesure de pouvoir souverain, qui dit à chacun: “*Si vous voulez continuer à sauver la vie des autres, restez chez vous.*” Cela implique la surveillance, l'idée que chacun est libre mais seulement dans sa petite case.

Peut-on parler d'une biosécurité mise en place en ce moment par les autorités?

Non. La biosécurité est un terme apparu dans les années 1990 aux États-Unis, après la crise de l'anthrax. L'administration américaine a investi dans la recherche sur l'anthrax, la variole et la grippe pandémique. La biosécurité, c'est la recherche à propos d'agents biologiques utilisés par des terroristes, ou qui s'échappent des laboratoires.

On peut appliquer – et c'est ma thèse – ces mesures de bio-sécurité aux laboratoires ou aux aéroports, mais aussi dans les fermes et les marchés, pour éviter que des virus ne passent des animaux aux humains – ce qui est arrivé avec le Covid-19.

La biosécurité nous permettrait de mieux gérer ce genre de crise à l'avenir?

La biosécurité introduit une notion technique mais intéressante, la cryopolitique – qui consiste à congeler des échantillons de vie humaine ou animale, de façon à anticiper un futur catastrophique. Concrètement, c'est ce qui a permis d'identifier les origines animales du Covid-19: des virus de chauve-souris avaient été congelés dans des frigidaires dont on avait enregistré la séquence génétique dans des bases de données disponibles partout sur la planète. Ainsi, on a su que le Covid-19 venait des chauves-souris, et que son comportement sur les humains serait imprévisible.

Qu'apporte la cryopolitique dans la gestion de crise?

Si on est coincé entre les théories de Boris Johnson et d'Emmanuel Macron, entre sacrifier les plus âgés, et sacrifier la vie de chaque individu, bref, entre libéralisme et autoritarisme, il existe cependant une troisième voie dans les sociétés modernes: la gestion de toutes ces données que nous conservons – par le biais de la cryopolitique –, et qui nous permettent d'anticiper les catastrophes à venir.

Je considère que les réserves naturelles et les musées (qui conservent eux aussi des échantillons) sont les seules ressources qui nous restent pour penser ce monde

catastrophique dans lequel nous basculons.

La troisième voie que vous décrivez ne gère pas l'urgence actuelle de la crise...

Bien sûr. Tous les États tâtonnent entre autoritarisme et libéralisme. Ceux que j'appelle les sentinelles des pandémies (Singapour, Corée du Sud, Taïwan) essaient de rendre compatible autoritarisme et libéralisme. Mais, pour penser le temps long de la crise, c'est-à-dire l'accélération de la catastrophe écologique par la crise pandémique, il faut créer un imaginaire commun, et ce, pour faire face aux défis de la pandémie. Les nations ne peuvent fonctionner dans leurs frontières face à un tel défi. L'Organisation mondiale de la santé ne suffit pas. On voit bien que fixer des normes de préparation établies en fonction des niveaux des systèmes hospitaliers de chaque pays n'est pas suffisant.

Vous faites aussi la différence entre nos “sociétés de prévention” et la société chinoise, une “société de préparation”. De quel ordre est cette différence?

Selon moi, les États européens se sont construits sur la prévention: le contrôle des épidémies dans leur territoire national. Cela a marché pour les épidémies qui se transmettaient entre humains, et avec un différentiel social marqué. Par exemple, la tuberculose se transmet plutôt chez les ouvriers, donc: vaccination! C'est le fondement de la sécurité sociale des États européens. La préparation aux pandémies se fait, elle, au niveau global, puisque ce sont des maladies qui peuvent apparaître n'importe où. La Chine, du fait qu'elle n'ait pas, historiquement, ce système de prévention, a plus de facilités à adopter la préparation. Les Américains semblent imaginer la préparation aux pandémies sur le mode de la guerre bactériologique...

Nos politiques de prévention sont aussi liées à notre système démocratique. En pleine crise, est-ce le moment de se poser la question des libertés individuelles?

La vraie question est de savoir si la préparation (à la chinoise) est compatible avec le libéralisme?

Si la valeur centrale, ce n'est plus la liberté individuelle mais l'efficacité de la réponse à la pandémie, on voit bien que la liberté individuelle est un obstacle. En Chine, les lanceurs d'alerte ont été blâmés, alors que si on avait écouté le docteur Li Wenliang, la pandémie aurait été stoppée dès son foyer d'origine.

La question actuelle, ce n'est plus de mesurer la liberté, mais de définir les degrés de liberté compatibles avec des réponses adaptées à des virus pandémiques.

Quelle issue pouvez-vous imaginer à cette crise?

Le scénario n°1, optimiste. Comme les États sont en train de mettre en place le confinement, dans un mois et demi, la pandémie est finie et il y aura une espèce d'ébullition et de réflexion à l'issue de cette guerre.

Le scénario n°2, pessimiste, c'est une guerre longue: l'épidémie se répand en Afrique, au Brésil, et il arrive une seconde vague dans les pays du Nord. Alors, là, on ne sait plus combien de temps on va être confinés. C'est le retour aux États autoritaires. Toute opportunité de repenser cette crise tombe. Je tiens au scénario optimiste, car je vois qu'en Asie les sociétés repartent, même si en Chine, cela se fait sur un mode autoritaire.

→ À sortir, “*Les Sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux aux frontières de la Chine*” (éd. Zones sensibles).

“La question actuelle, ce n'est plus de mesurer la liberté, mais de définir les degrés de liberté compatibles avec des réponses adaptées à un virus pandémique.”



D.R.

Frédéric Keck
Anthropologue